

Éléments d'économie pour une sécurité globale

Jean-Marie Harribey

Colloque « Promouvoir les sécurités humaines pour la paix »
Paris, Sénat, 21 janvier 2023

Contretemps, Nouvelle série, n° 57, avril 2023, p. 134-142

Ce colloque s'est tenu à un moment où le monde est confronté à une somme de contradictions qui, se renforçant les unes les autres, menacent la paix, la sécurité, le vivre ensemble et peut-être même aussi les conditions de vie sur la planète Terre¹. L'hypothèse retenue ici est que, à la racine de ces contradictions, se trouve la nature du système capitaliste, dont la logique est de tout transformer en marchandises et de subordonner toute activité humaine à l'objectif d'accumuler du capital. Telle est sans doute l'origine du caractère structurel et multidimensionnel d'une crise globale d'un capitalisme lui-même global : au-delà de son aspect économique, il s'agit d'une crise sociale, écologique, et maintenant également géopolitique et démocratique.

Malgré de nombreuses rencontres multilatérales, « sommets » et « Conférences des parties », les réponses des classes dominantes et des gouvernements ne sont pas à la hauteur des enjeux et confortent au contraire le statu quo des positions sociales et la fuite en avant productiviste. En face, les réponses alternatives sont encore trop balbutiantes. Donnons quelques éléments importants pour dresser un constat de la situation et estimer économiquement les besoins, puis examinons en quoi les outils budgétaire, fiscal et monétaire peuvent servir une politique de transformation vers une sécurité globale².

1. Le constat

Les éléments de diagnostic sont clairement posés depuis plusieurs décennies et bien documentés. Les défis sont notamment précisés dans les « 17 Objectifs du développement durable » (ODD) de l'ONU pour « transformer le monde »³ adoptés en 2015 (voir l'encadré), succédant ainsi aux anciens huit objectifs du Millénaire pour le développement.

Les 17 ODD de l'ONU

1. Éliminer la pauvreté
2. Faim zéro et agriculture durable
3. Bonne santé et bien-être (5 millions d'enfants meurent chaque année avant 5 ans, 287 000 femmes sont décédées en 2020 pendant la grossesse ou l'accouchement)
4. Éducation de qualité (260 millions de 6 à 17 ans non scolarisés)
5. Égalité entre les sexes (salaires féminins -23% ; 3 fois plus d'heures aux travaux domestiques et aux soins)
6. Eau propre et assainissement (3/10 des humains n'ont pas accès à l'eau potable ; 6/10 n'ont pas accès à des installations sanitaires sécurisées)
7. Énergie propre à un coût abordable (bien que 90 % aient accès à l'électricité, il reste 800 millions qui en sont dépourvus)

¹ Ce texte suit le canevas présenté dans un diaporama pendant ce colloque.

² Compléments sur Jean-Marie Harribey, *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Le Bord de l'eau, 2020.

³ ONU, <https://www.un.org/fr/exhibit/odd-17-objectifs-pour-transformer-notre-monde>.

8. Travail décent et croissance durable et partagée (taux de chômage dans le monde : 6 % mais sans compter le travail informel)
9. Industrie, innovation et infrastructures (fortes inégalités : 46 % des humains sans internet)
10. Inégalités à réduire (les 10 % les plus riches gagnent plus de 20 % du revenu mondial, les 40 % les plus pauvres ont moins de 25 %)
11. Villes et communautés durables (1/2 de la population mondiale dans les villes, 2/3 en 2050 ; croissance des mégapoles supérieure à celle des logements et infrastructures de services)
12. Consommation et production responsables (une seule planète)
13. Lutte contre le changement climatique
14. Vie aquatique (mers durables contre la surexploitation)
15. Vie terrestre (préserver les écosystèmes, biodiversité)
16. Paix et justice (institutions efficaces, renforcement de l'État de droit)
17. Partenariat mondial pour le développement durable en 2030

Illustrons l'insécurité globale dans le monde par quatre exemples : la faim, le climat, la biodiversité, et les conditions de travail et la productivité.

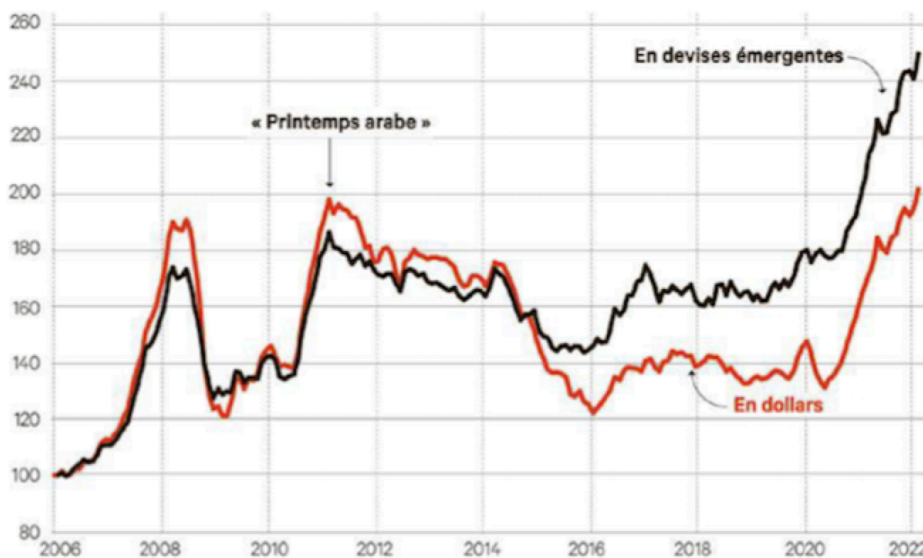
1) Faim et alimentation

Selon les rapports concordants de l'ONU, de la FAO, de l'IFAD, de l'UNICEF, de l'OMS, de WHO, il y avait 828 millions de malnutris en 2021, en progression par rapport à 2019 (+ 150 millions), soit un passage de 8 % à 9,3 % de la population mondiale.

De plus, 2,3 milliards d'humains sont en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée, soit 29,3 % (dont 924 millions en situation grave : 11,7 %, +207 millions en 2 ans). 31,9 % des femmes sont en situation grave, et 27,6 % des hommes le sont. 45 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation, multipliant par 12 le risque de décès. L'insécurité alimentaire va perdurer d'ici la fin de la décennie : 670 millions de personnes, en supposant qu'il n'y ait pas d'autre choc majeur⁴.

La FAO indique qu'une tendance à la hausse des prix des matières premières alimentaires s'est installée depuis près d'une décennie, en parallèle à la hausse de tous les matières premières, et donc bien avant l'irruption de la pandémie du Covid-19 et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a aggravé les tensions sur les prix.

Evolution de l'indice FAO des prix des produits alimentaires



Source : *Les Échos*, 14 mars 2022

⁴ FAO, « The state of food security and nutrition in the world », 2022, <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc0639en>.

2) Climat

Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sont de plus en plus pressants pour indiquer que le risque de réchauffement du climat de plusieurs degrés est de plus en plus certain à la fin du XXI^e siècle, au point de provoquer un emballement qu'il serait vraisemblablement impossible de maîtriser. Dans son rapport de 2022⁵, le GIEC estime que l'humanité n'aurait plus que 3 ans pour éviter cet emballement. L'objectif de la neutralité carbone en 2050 (pas plus d'émissions de gaz à effet de serre que la Terre peut en absorber) semble difficile à atteindre

3) Biodiversité

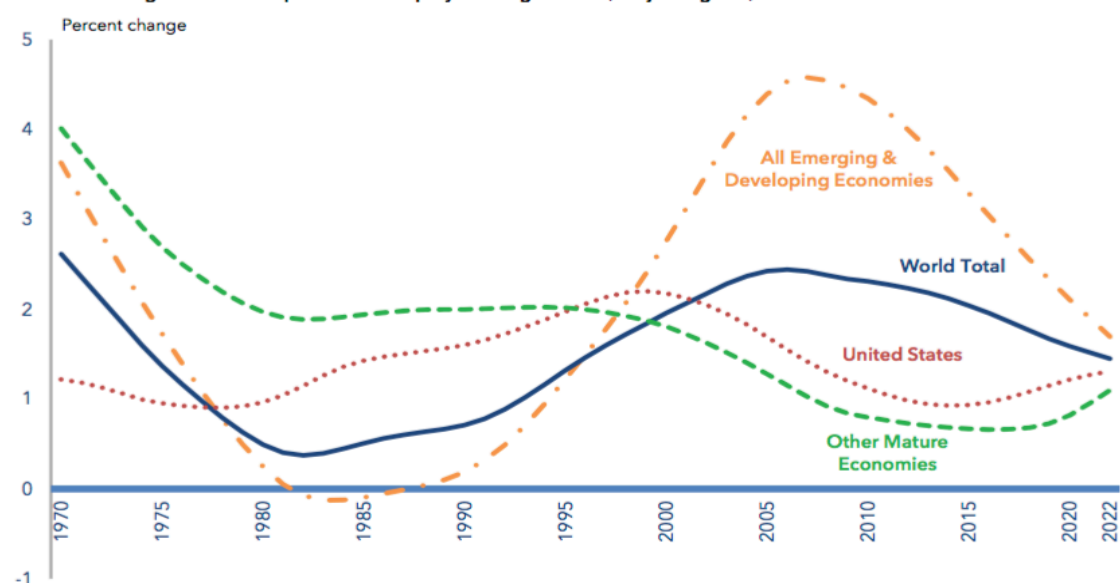
La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) atteste l'affaiblissement de la diversité biologique, à hauteur de 30 à 60 % selon les espèces⁶. La COP 15 sur la biodiversité qui s'est tenue fin 2022 à Montréal n'a abouti à aucun accord important, sinon comme le dit avec gourmandise le journal *Les Échos* (7 décembre 2022) : « Le secteur financier s'empare du dossier biodiversité ».

4) Travail et productivité

Depuis une vingtaine d'années, le capitalisme ne parvient plus à obtenir des gains de productivité élevés. En moyenne, la progression de la productivité du travail dépasse à peine un demi-pour cent par an dans les pays riches et la même tendance à la baisse est à l'œuvre dans les pays émergents. Il s'ensuit un fléchissement de la rentabilité du capital dans le système productif réel, qui n'est compensé pour les classes dominantes que par une fuite en avant financière pour capter et concentrer la valeur au plan mondial et par une faible progression des salaires et une dégradation des conditions de travail.

Baisse de la progression de la productivité du travail dans le monde

CHART 1: Trend growth of GDP per Person Employed using HP filter, Major Regions, 1970-2022



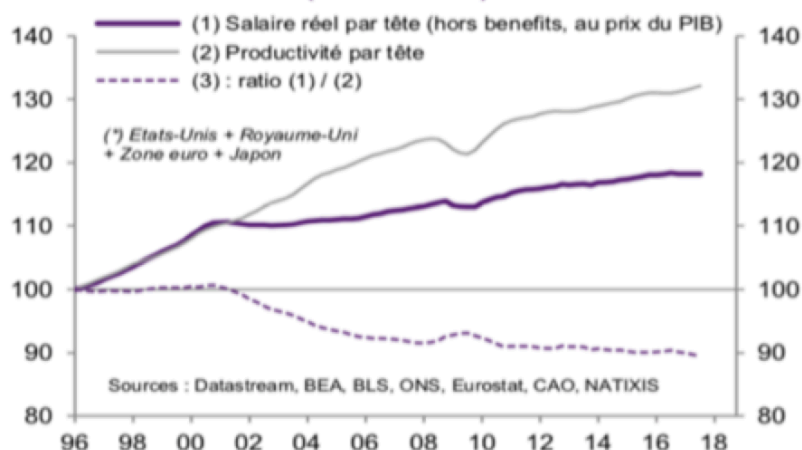
Source: The Conference Board Total Economy Database™ April 2022.

Notes: Trend growth rates are obtained using HP filter, assuming lambda=100; Regional productivity growth rates are derived as the difference between nominal GDP weighted GDP growth and hours worked weighted hours worked growth.

⁵ https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_SummaryForPolicymakers.pdf.

⁶ https://zenodo.org/record/6810036#.Y_xk8y17SKV.

Évolution du salaire réel par tête et de la productivité par tête dans les pays de l'OCDE depuis 1996
OCDE* : salaire réel par tête et productivité par tête
(100 en 1996:1)



Source : Patrick Artus [2018],

<https://www.research.natixis.com/Site/en/publication/UATNpY1i8d0C5VM9g5Py3w%3D%3D?from=email>

2. Estimation économique des besoins

Le coût des investissements de transition écologique est estimé à 5 % du produit brut mondial par an, soit 4 500 milliards de dollars, pendant plusieurs décennies. Les besoins correspondant aux autres ODD de l'ONU en représentent au moins autant. Au total, un coût d'une dizaine de % du produit brut mondial, c'est-à-dire entre 9 000 et 10 000 milliards dans le monde par an pendant plusieurs décennies. On peut penser que ces chiffres sont moins susceptibles de surestimation que de sous-estimation.

Au sein de l'Union européenne, le PIB est d'environ 15 000 milliards d'euros. 5 % d'investissements de transition équivalent à 750 milliards par an. Or, à ce jour, l'UE a seulement prévu, dans le cadre de son « Pacte vert pour l'Europe », 1 000 milliards d'euros pour 10 ans, dont la moitié proviendrait des investissements privés.

Quant à la France, avec un PIB de 2500 milliards d'euros (en 2021), le budget environnemental de l'État se limite en 2023 à une fourchette comprise entre 1 % et 1,3 % du PIB, soit au mieux 34 milliards, probablement quatre fois inférieurs au besoin de 5 % du PIB mentionné précédemment. En partant de l'hypothèse que l'ensemble des besoins sociaux et écologiques exigerait les 10 % indiqués, on aboutit à une enveloppe de 250 milliards d'euros par an.

Au regard de l'ampleur des besoins, quels outils pourraient être mobilisés ?

3. L'outil budgétaire et fiscal

1) À l'échelle mondiale

Selon le World inequality in the world⁷, les 0,1 % les plus riches dans le monde détiennent 19 % du patrimoine mondial. Les 10 % les plus riches en détiennent 77 % (61 % en Europe). Et les 50 % les plus pauvres ne possèdent que 2 % des patrimoines (4 % en Europe).

⁷ WIW, « Rapport sur les inégalités mondiales », 2022, https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2021/12/Summary_WorldInequalityReport2022_French.pdf. Voir aussi Oxfam, « La loi du plus riche », 2023, https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2023/01/Davos_2023_french_full_report.pdf.

En 2022, « les dividendes ont atteint des niveaux record dans le monde »⁸ : 1 560 milliards de dollars, dont plus de la moitié versée par les sociétés pétrolières et financières. Depuis la crise de 2007-2009, les dividendes ont été multipliés par 2,1, alors que, dans le même temps, le produit brut mondial était multiplié par 1,5⁹. La polarisation de la distribution des revenus à un bout de l'échelle est ainsi confirmée.

Devant cette situation, plusieurs propositions ont été formulées. En 2021, 140 pays ont trouvé un accord sous l'égide de l'OCDE pour instaurer un taux minimum de 15 % d'impôt sur les bénéficiaires des sociétés multinationales là où elles sont implantées. Le seuil pour être concerné est un chiffre d'affaires consolidé annuel de plus de 750 millions de dollars. Mais, d'une part, ce taux est faible (l'administration Biden avait proposé 21 %) ; d'autre part, de multiples exemptions sont prévues ; et, enfin, les pays développés percevront 19 % recettes fiscales supplémentaires et seulement 2 % de plus pour les pays en développement. Il n'est pas sûr que ce projet – qui doit être appliqué en 2024 – soit une parade efficace contre les paradis fiscaux.

De leur côté, nombre de chercheurs¹⁰ ont esquissé d'imposer un relèvement important du barème des impôts sur le revenu pouvant aller jusqu'à des taux marginaux comparables à ceux des années 1930 aux États-Unis (80 à 90 %), ainsi que celui des impôts sur les patrimoines.

2) À l'échelle de la France

Selon les données de l'Insee¹¹, les écarts entre les revenus disponibles moyens par déciles des ménages français augmentent de façon linéaire jusqu'au 7^e décile, et augmentent exponentiellement à partir du 8^e et surtout des 9^e et 10^e, avec une accélération de plus en plus forte au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie. L'écart entre le revenu disponible moyen par ménage dans le 1^{er} décile et celui du 7^e est de 1 à 3,9, tandis que l'écart entre le revenu disponible moyen dans le 1^{er} décile et celui du 10^e est de 1 à 10,3.

En supposant une réforme fiscale permettant de limiter la progression des écarts en poursuivant la tendance linéaire prévalant du 1^{er} au 7^e déciles jusqu'au 10^e, la réduction des inégalités pourrait apporter des recettes fiscales supplémentaires¹² :

- réduction dans une échelle de 1 à 6 (prélèvements supplémentaires sur le 10^e décile) : 128 milliards euros (5,2 % du PIB) ;
- réduction dans une échelle de 1 à 5 (prélèvements supplémentaires sur les 9^e et 10^e déciles) : 179 milliards euros (7,2 % du PIB) ;
- réduction dans une échelle de 1 à 4 (prélèvements supplémentaires sur les 8^e, 9^e et 10^e déciles) : 228 milliards euros (10,4 % du PIB).

À elle seule, la première de ces trois variantes – qui est la moins sévère – procurerait des ressources supplémentaires à hauteur des besoins estimés pour les investissements de transition écologique.

4. L'outil monétaire

La pandémie du Covid 19 a vu les gouvernements utiliser massivement la possibilité du déficit budgétaire (le fameux « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron), en même temps

⁸ Rachel Cotte, *Les Échos*, 1^{er} mars 2023, d'après une étude de la société Janus Henderson..

⁹ Insee, « L'essentiel de la mondialisation », 31 janvier 2023, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633242>.

¹⁰ Notamment Thomas Piketty, *Une brève histoire de l'égalité*, Seuil, 2021.

¹¹ Insee, « Revenus et patrimoines et patrimoine des ménages », *Insee Références*, 2021.

¹² Pour les calculs, voir Jean-Marie Harribey, « Réduction des inégalités pour que les retraites soient soutenables socialement et écologiquement », 28 janvier 2023, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/retraites/soutenables-socialement-ecologiquement-2023.pdf>.

que la politique monétaire de la Banque centrale européenne contribuait à abaisser le coût des déficits publics par des taux d'intérêt nuls ou négatifs et par le rachat massif de titres de dette (le non moins fameux « *whatever it takes* » de Mario Draghi).

Cette expérience a permis de rappeler plusieurs points clés de théorie économique, décisifs pour assurer une sécurité économique globale :

- toute dynamique économique nécessite une création de monnaie anticipant le surplus économique permis par l'investissement nouveau¹³ ;
- cette exigence sera d'autant plus cruciale que l'on s'engagera dans une transition écologique ;
- la maîtrise démocratique de la création de monnaie est essentielle.

Dès lors, la politique monétaire des banques centrales devrait :

- aider la politique économique de transition par la garantie des emprunts publics qui seront indispensables pour entreprendre une nouvelle politique industrielle et agricole ;
- recouvrer le droit de financer directement si nécessaire les investissements publics ;
- conditionner le refinancement des banques à la présentation de titres émis lors de crédits pour financer des investissements soutenablement socialement et écologiquement.

Ainsi, la monnaie retrouverait pleinement son statut d'institution sociale qui n'est pas réductible au capitalisme et à l'accumulation privée, ni même à son rôle dans les échanges marchands, et qui pourrait être un des instruments au service d'une meilleure sécurité globale.

Conclusion

Il est vraisemblable que, face à une crise systémique du capitalisme global, assurer une « sécurité globale » supposerait de transformer l'ensemble des rapports sociaux et des représentations dominantes sur le sens du progrès humain. Pour ne parler que sous l'angle économique, la bifurcation du système productif serait un point d'ancrage matériel de cette profonde transformation.

¹³ L'idée fait consensus entre Marx, Luxemburg, Schumpeter, Kalecki et Keynes. Pour un développement, voir Jean-Marie Harribey, *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible*, Dunod, 2021.